

[Financer et garantir](#)

[Créer ou Reprendre](#)

[Gérer et anticiper](#)

[Se désabonner](#)

HUMEUR DE DIRIGEANT par Patrick C. Michel



Difficultés cela n'arrive pas qu'aux autres

Nous sommes conscients que la vie d'un entrepreneur n'est pas un long fleuve tranquille.

Course au chiffre d'affaires, respect de la réglementation, chasse aux mauvais payeurs, surveillance de la rentabilité...

Autant de tâches qui doivent être réglées avec la précision d'un horloger, car le moindre grain de sable dans les rouages, a de forte chance d'enrailler cette belle machine que l'on nomme entreprise. Et là, c'est d'autant plus important au sein d'une TPE, dont le bon fonctionnement repose sur les épaules du dirigeant.

En effet, pris dans l'effervescence de son quotidien, l'entrepreneur a souvent bien du mal à réagir immédiatement aux difficultés qui se pointent. Toujours est-il que la situation d'une entreprise peut vite se détériorer si l'on n'y prend garde.

Si tout s'enchaîne rapidement, c'est que nous évoluons aujourd'hui dans un système économique volatile, qui ne laisse pas la place aux balbutiements et aux hésitations.

Nous savons qu'impayés et baisse du chiffre d'affaires affectent la rentabilité d'une l'activité et que les retards de paiement mettent à mal la trésorerie des sociétés.

Ces deux facteurs cumulés présentent des risques de défaillance élevés lorsque l'entreprise est confrontée aux tensions de trésorerie, ce qui est souvent le cas dans les TPE.

Il est navrant de constater qu'un grand nombre de défaillances d'entreprises, est avant tout lié à l'absence de réaction immédiate de son dirigeant.

Bien au-delà de ses connaissances techniques, il est important qu'un entrepreneur fasse preuve d'écoute et de réactivité.

Aussi, on ne répètera jamais assez que prévenir et anticiper les difficultés est une obligation permanente, car elles n'arrivent pas qu'aux autres.

TABLEAU DE BORD

SMIC brut mensuel (35H) au 1 ^{er} /01/18	1 498,47€
Plafond micro-entreprises (BIC)	170 000 €
Plafond micro-entreprises (BNC)	70 000 €
Micro fiscal Prestations BNC	33 200 €
Micro fiscal BIC	82 800 €
Limites régime simplifié imposition (RSI)	
- BIC (ventes de marchandises)	789 000 €
- BNC (prestation de service)	238 000 €
Taux d'intérêt légal (1 ^{er} Semestre 2018)	0,89 %
Taux d'usure (découvert en compte) au 01/01/2018	14,04%
Taux de base bancaire	6,60 %
Plafond mensuel sécurité sociale 2018	3 311 €

BAREME KILOMETRIQUE

Nb de CV	< 5 000 km	5 001 à 20 000 km	> 20 000 km
3 CV	0,41 x d	(0,245 x d) + 824	0,286 x d
4 CV	0,493 x d	(0,277 x d) + 1082	0,332 x d
5 CV	0,543 x d	(0,305 x d) + 1188	0,364 x d
6 CV	0,568 x d	(0,32 x d) + 1244	0,382 x d
7 CV et +	0,595 x d	(0,337 x d) + 1288	0,401 x d

FOCUS

Crédit-bail une solution de financement pour les investissements

Lors d'une création, d'une restructuration ou d'un développement, se pose la question sur le mode financement des investissements. Hormis le prêt traditionnel (qui doit répondre à des critères précis) utilisé pour financer ses acquisitions, le crédit-bail peut représenter plusieurs avantages, notamment en matière de trésorerie et sur le plan fiscal. [Plus d'info](#)

PARTENAIRES INFOS

Financement spécial bâtiment

Lorsqu'on travaille dans le bâtiment, il n'est pas toujours simple de faire financer ses factures. Pourtant, il existe des solutions, dès lors ou l'on facture sous forme de situation de travaux ou de créances fermes, tant sur des marchés publics que privés. Spécialiste de ce type de financement, le cabinet ABD propose des

solutions au forfait ou classique et même pour les entreprises en création. [Plus d'info](#)

Créateurs repreneurs d'entreprises : faire accompagner son projet (www.bde13.fr)

Créer ou reprendre une entreprise ne s'improvise pas, car une erreur d'appréciation peut avoir un impact significatif sur la pérennité et le développement de son activité. Depuis 2001 le pôle d'expertise du Bde13 (Bureau de Développement des Entreprises des Bouches du Rhône) propose aux porteurs de projets et repreneurs d'entreprises, un accompagnement individuel et personnalisé (juridique, fiscal, social financier...) qui permet de répondre aux différentes étapes de la création d'une entreprise. [Demande de contact](#)

Assurance contre les impayés

Se garantir pour éviter les impayés c'est possible, grâce à l'Assurance-crédit. Cet outil d'appréciation du risque permet au dirigeant prévoyant de prendre une bonne décision de gestion en actionnant tous les leviers, afin d'éviter des impayés qui mettraient en péril la pérennité de son entreprise. [Info :](#)
www.assurancecreditclient.fr

Données conjoncturelles PACA

Dans le cadre d'un partenariat avec la Banque de France, nous vous proposons de prendre connaissance des dernières données économiques de la région PACA. [Lire la note](#)

TPE-PME : Soutien aux entreprises en difficultés

Dédié aux dirigeants de petites entreprises qui font l'objet de difficultés économique et financière, la vocation de www.tpepme.fr est d'apporter aux entrepreneurs un accompagnement et des réponses rapides et fiables en matière de traitement de difficultés. [En savoir plus](#)

Besoin de Trésorier : Réagir immédiatement

Généralement les difficultés se traduisent par une détérioration de trésorerie. Dès lors, l'utilisation du découvert bancaire et du report d'échéances semble être la solution, qui néanmoins n'est que temporaire. Pour permettre aux entrepreneurs de réagir rapidement HGF a mis en ligne un espace dédié aux difficultés d'entreprises, dont l'objectif est de conseiller, accompagner et assister les dirigeants dès l'apparition des premières complications, dans le cadre d'une procédure confidentielle et personnalisée. [Plus d'info](#)

FISCAL

L'option pour l'impôt sur les sociétés ne sera plus irrévocable

Ce n'est qu'un projet pour le moment mais s'il est adopté par le Parlement (et il y a de grandes chances pour qu'il le soit) ce changement pourrait s'avérer intéressant pour certaines EURL. [Lettre du gérant du 11](#)

Comptabilité : tout savoir sur le contrôle fiscal à distance

Quelles entreprises peuvent être soumises à un contrôle fiscal à distance ? Comment se déroule la

procédure ? Quelles sont les sanctions encourues en cas de manquements ? Bercy info du 11 [Lire la suite](#)

PLF 2019 : deux avantages fiscaux supprimés pour les entreprises et leurs salariés

Le premier de ces avantages supprimés est un avantage en nature exonéré d'impôt et de charges. Le second, une provision qui pouvait être déduite du résultat. Néanmoins, on peut encore profiter de ces deux dispositifs jusqu'à la fin de cette année. [Lettre du gérant du 18](#)

Micro-entrepreneurs : Que se passe-t-il quand vous dépassez le seuil de chiffre d'affaires ?

Pour bénéficier du régime de la micro-entreprise, vous ne devez pas dépasser un seuil de chiffre d'affaires qui varie selon votre secteur d'activité. Quels sont ces seuils ? Que se passe-t-il en cas de dépassement ? Bercy info du 18 [Lire la suite](#)

Quels sont les dirigeants concernés par le prélèvement à la source sous forme d'acomptes ?

Au 1er janvier 2019, certains dirigeants seront soumis au prélèvement à la source sous la forme d'acomptes acquittés par le contribuable. Quels sont ces dirigeants ? Comment traiter les gérants majoritaires de SARL ? [Légi-social du 22 Lire la suite](#)

Précisions concernant l'exonération pour reprise d'entreprise en difficulté

CE 17 octobre 2018 n°416656 En vertu des dispositions de l'article 44 septies du CGI, les sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté bénéficient d'une exonération ... [Légifiscal du 23 Lire la suite](#)

Véhicules : fin des exonérations de TVS et de malus écologique pour les pick-up à double cabine

10.000 € de malus écologique à l'achat + 4.000 € de TVS par an, c'est à peu près ce que risque de coûter désormais un pick-up à double cabine pour une société. [Lettre du gérant du 25](#)

Impôt sur le revenu : BIC, BNC, comment ça marche ?

Les bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) et les bénéficiaires non commerciaux (BNC) sont des revenus qui sont soumis à l'impôt sur le revenu. Qui est concerné par les BIC et par les BNC ? Pour quel régime d'imposition ? Comment déterminer le bénéficiaire imposable ? [Bercy info du 25 Lire la suite](#)

La facturation électronique : une nouvelle étape au 1er janvier 2019.

À compter du 1er janvier 2019, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro devient obligatoire pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) fournisseurs du secteur public (Etat, collectivités locales, hôpitaux, établissements publics, etc.). Cette disposition s'applique depuis janvier dernier pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5.000 salariés) et depuis 2017 pour celles de plus de 5.000 salariés. L'obligation concernera enfin, au 1er janvier 2020, les très petites entreprises (moins de 10 salariés). Le portail Internet Chorus Pro mis à votre disposition par l'administration permet de dématérialiser facilement, gratuitement et de

façon sécurisée vos factures à destination de vos clients du secteur public. Le cap symbolique de 20 millions de factures dématérialisées déposées sur Chorus Pro a été franchi cet été. [CP DGFIP du 27](#)

SOCIAL

Gérantes majoritaires : le congé maternité bientôt identique à celui des salariées

C'est une des dispositions du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2019, que le Parlement va examiner prochainement. Mais parallèlement, la durée minimale de l'arrêt de travail va être augmentée. [Lettre du gérant du 4](#)

URSSAF et droit à l'erreur : vos nouveaux rapports avec l'administration

Si le droit à l'erreur est désormais accordé aux dirigeants se trompant dans leur déclaration pour la première fois, il est assorti d'un droit au contrôle et ne concerne en aucun cas les erreurs volontaires ou les négligences. [Chef d'entreprise du 15 Lire la suite](#)

Travailleurs indépendants et contribution à la Formation Professionnelle : la date limite de versement approche

Une publication du 17 septembre 2018, de la Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), nous informe sur la CFP (Contribution à la Formation Professionnelle) que les travailleurs indépendants ...[Légisocial du 15 Lire la suite](#)

Hausse de la CSG : c'est officiel, il n'y aura pas de compensation pour les Gérants minoritaires

A situation particulière, régime spécial ! Interrogé sur le fait que les mandataires sociaux qui relèvent du régime des salariés ne bénéficient pas d'une compensation à la hausse de la CSG, au même titre par exemple que leurs homologues non-salariés. [Lettre du gérant du 18](#)

1er janvier 2019 : le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) va être transformé en allègement de charges !

Quel va être le niveau de l'allègement de charges dont vous allez bénéficier à la place du CICE ? Que vont devenir les créances d'impôt dont vous disposez à ce titre ? [Bercy info du 18 Lire la suite](#)

Registre unique du personnel : quelles sanctions risquez-vous en cas de négligence ?

Comme tout employeur, vous devez tenir un registre unique du personnel ! En quoi consiste-t-il ? Quelles mentions doivent y figurer ? Et quelles sanctions risquez-vous en cas de négligence ? [Bercy Info du 18 Lire la suite](#)

Exonération de cotisations salariales sur les heures supplémentaires et complémentaires

Le PLFSS pour 2019 est désormais en ligne depuis le 11 octobre 2018. Le texte est « d'importance », tant que par les conséquences de certaines de ses dispositions. [Légisocial du 24 Lire la suite](#)

Gérants et associés privilégiant les dividendes : la PUMA va baisser

La cotisation PUMA peut être due par les Gérants et associés de SARL qui, alors qu'ils ne perçoivent pas de

rémunération, perçoivent par contre des dividendes, des intérêts sur leur compte courant d'associé, ou encore des revenus fonciers, des BIC non professionnels, etc. Et attention : la note peut être salée ! [Lettre du gérant du 25](#)

Indépendants : vous avez peut-être droit à des prestations sociales ! Estimez-les à l'aide d'un simulateur !

Retraite, santé, famille, logement... Découvrez toutes les informations utiles et faites une simulation de vos droits sociaux ! [Bercy info du 31 Lire la suite](#)

JURIDIQUE

Loi Pacte : les petites entreprises n'ont plus besoin de commissaire aux comptes

Seules les entreprises de plus de 50 salariés et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 8 millions d'euros devront faire appel à un commissaire aux comptes. C'est la décision de la commission spéciale de l'Assemblée Nationale, adoptée vendredi 7 septembre 2018. [Chef d'entreprise du 1er Lire la suite](#)

Loi Pacte : la suppression de l'obligation de réaliser un stage de préparation à l'installation ne passe pas auprès des artisans

Les députés ont adopté mercredi 26 septembre 2018 l'article 4 de la loi Pacte relatif à la suppression de l'obligation de suivre le stage de préparation à l'installation. Une mesure dénoncée par les dirigeants d'entreprises artisanales. [Chef d'entreprise du 2](#)

Le processus de commande publique, désormais dématérialisé

À l'occasion du démarrage, le 1er octobre, de la dématérialisation des marchés publics, l'exécutif a détaillé ses mesures en faveur de la simplification de la commande publique. Code unique, facturation électronique, soutien la trésorerie des PME et encouragement à l'achat innovant...[Artisans du 8 Lire la suite](#)

Projet de loi PACTE : simplification comptable pour les PME

Un amendement au projet de loi Pacte a été adopté par l'Assemblée nationale en faveur de plusieurs simplifications comptables pour les moyennes entreprises et pour les petites entreprises (amendement n°1562, ...[Légifiscal du 9 Lire la suite](#)

Tout savoir sur la propriété intellectuelle !

Propriété industrielle, droits d'auteur, propriété artistique... En quoi consiste la propriété intellectuelle ? Quelles sont les missions de l'INPI et de la Douane dans ce domaine ? [Bercy info du 18 Lire la suite](#)

Les TASS seront supprimés au 1er janvier 2019

Dans le cadre de la réforme du contentieux de la sécurité sociale, un décret du 4 septembre 2018 liste les TGI et cours d'appel compétents à compter du 1er janvier. [Légisocial du 24 Lire la suite](#)

BANQUE/FINANCE

Financement des entreprises en PACA

Financer son projet de création ou de développement d'entreprise est réalisable, à condition de respecter un certain nombre de critères. Pour aider les dirigeants et les créateurs qui ont un besoin de trésorerie ou ont un projet d'investissement, la société aixoise d'expertise financière [Horizon Gestion Finance](#) propose « Finance Plus ». Dédié aux TPE et PME de la région, ce service a pour objectif de trouver des solutions de financement adaptées à chaque entreprise. Info : www.financement-societe.fr

Fichier Banque de France : du nouveau pour les dirigeants de sociétés

Saviez-vous qu'en tant que dirigeant(e) d'une SARL ou d'une EURL vous êtes personnellement fiché(e) et noté(e) par la Banque de France, de même que votre société, mais que vous pouvez avoir accès à votre note si vous le voulez en vous rapprochant de la Banque de France. [Lettre du gérant du 11](#)

ECO-GENE

Cybersécurité : une société sur trois a subi une fraude en 2017

Ce lundi 1er octobre débute le mois européen de la cybersécurité, un enjeu crucial pour les entreprises : une sur trois a déjà subi une fraude pour un coût évalué à 6 milliards d'euros en 2017. Le ministère de l'Économie mène une campagne de sensibilisation auprès des entreprises face à ces risques. [Chef](#)

d'entreprise du 4 [Lire la suite](#)

PLF 2019 : les mesures qui concernent le bâtiment

Dévoilé lundi 24 septembre 2018, le projet de loi de finance 2019 consacre quelques mesures impactant directement le secteur du bâtiment. Le CITE, l'éco-PTZ ou encore le chèque énergie font partie des mesures inscrites dans le projet de budget pour 2019. [Artisans du 8 Lire la suite](#)

Le FMI redoute une nouvelle crise

Dix ans après la chute de Lehman Brothers, le FMI - qui publie ce matin son rapport sur la stabilité financière - concède un renforcement du système financier. Mais de nouveaux risques, liés à l'endettement global, menacent l'équilibre de ce système. [Les Echos du 10](#)

Les salaires des non-cadres ont augmenté deux fois plus vite qu'en 2017

Selon le baromètre du groupe Randstad, les salaires ont augmenté en moyenne de 1,8 % au premier semestre 2018, contre 0,9 % un an plus tôt. C'est la plus forte progression depuis 2013. [Les Echos du 17](#)

Vous êtes victime d'un acte de cybermalveillance : que faire, qui appeler ?

Découvrez cybermalveillance.gouv.fr, la plateforme qui vous accompagne en cas d'acte ou de suspicion de cybermalveillance à votre rencontre. Elle met à votre disposition un kit de sensibilisation aux questions de cybersécurité. [Bercy info du 31 Lire la suite](#)



ECO-FLASH

Est une publication d'Horizon Gestion Finance.

« Société d'expertise spécialisée en création, gestion et financement d'entreprises »

Toute reproduction à des fins commerciales est interdite. Directeurs de la publication Patrick C. Michel/Maÿlis Pion-Goureau.

Contact

HGF 930, rte de St Canadet 13100 Aix en Pce 04.42.24.15.09

www.tpepme.fr - contact.hgf@orange.fr